



Sigrid Fischer-Willa (UDC), Oskar Freysinger (UDC) et Nicolas Voide (PDC) ont présenté le programme commun de la liste Ensemble à droite. CHRISTIAN HOFMANN

**CONSEIL D'ÉTAT** Le trio se pose en défenseur de la souveraineté cantonale.

## Ensemble à droite donne le cap

STÉPHANIE GERMANIER

Ils forment une équipe. Et ils ont tout fait pour que cela se voie et s'entende au-delà de leur liste et affiche communes.

«Je prends quelques minutes pour présenter mon bilan de conseiller d'Etat sortant, puisque je ne tiendrai pas ma propre conférence de presse. Nous travaillons en équipe», a fait savoir Oskar Freysinger lors du rendez-vous donné à la presse hier matin à l'hôtel des Vignes d'Uvrier. A ses côtés, la Brigande UDC Sigrid Fischer-Willa et le PDC Nicolas Voide venus présenter le socle commun de leurs valeurs réunies dans un catalogue de propositions en vue de l'élection au Conseil d'Etat.

**DICASTÈRES**

**«Il faut maintenir les services de l'enseignement et de l'économie dans des départements séparés.»**

«Nous ne proposons pas seulement des hommes et une femme, mais un programme de gouvernance», a déclaré le ministre sortant Oskar Freysinger pour ouvrir la conférence de presse. Et de faire le constat que le fonctionnement du gouvernement ne peut pas être efficace s'il ne repose que sur une «collégialité de convenance et de confort entre ses membres». C'est pour cette raison qu'Ensemble à droite a vu le jour et surtout pour faire barrage à tous ceux qui veulent

«préparer le terrain à l'avènement du centre gauche». «Je parle du gouvernement qui se dessine et non de celui en place», a répondu Oskar Freysinger à la question de savoir s'il s'était vraiment senti esseulé dans le collège actuel. Un ministre par ailleurs satisfait de son bilan: il a notamment respecté le budget et fait passer ses dossiers devant le Grand Conseil, a-t-il argué. Un ministre qui estime que les dicastères de l'enseignement et de l'économie doivent demeurer séparés pour que l'élève ne soit pas considéré comme «un pur vecteur économique» répondant ainsi par la bande à tous ceux qui verraient bien les deux dicastères fusionner, Christophe Darbellay notamment.

Les trois candidats ont présenté à tour de rôle un programme commun pour porter les couleurs d'un Valais libre et respectueux des valeurs chrétiennes. Ce projet qu'ils proposent aux électeurs se nomme «pacte cantonal valaisan» et fait la part belle à des mesures protectionnistes et conservatrices.

**Commissions citoyennes**

«Pour réussir le Valais de demain, nous avons besoin d'une forte majorité unie et de l'aide des citoyens», a plaidé Nicolas Voide qui a ainsi annoncé le projet de créer des commissions consultatives et populaires dans divers domaines (agriculture, immigration, santé, énergie, etc.). Des commissions qui seront ouvertes à tous les citoyens désireux de mettre à disposition leurs compétences.

Discrète, Sigrid Fischer-Willa a expliqué les intentions de sa liste de mettre la famille tradition-

nelle au centre des préoccupations programmatiques, tout comme les valeurs «gréco-chrétiennes».

**IMPÔTS**

**«Il s'agira d'étudier la possibilité d'abolir l'impôt fédéral direct qui ne devrait être que provisoire.»**

Très concrète, mais inattendue, l'idée d'abolir l'impôt fédéral direct figure en bonne place du catalogue. Une mesure qui n'apparaît pas, de prime abord, de la compétence du Conseil d'Etat. «Il s'agit d'étudier dans un premier temps cette possibilité et de voir quels effets cela aurait pour la population», a dit Nicolas Voide, tout en rappelant qu'à l'origine cet impôt ne devait être que provisoire. «Le cas échéant, nous pourrions intervenir à Berne ou approcher d'autres cantons pour qu'ils nous suivent», a-t-il ajouté.

**Initiative cantonale**

Ensemble à droite se pose aussi en défenseur de la souveraineté cantonale en évoquant la possibilité de lancer une initiative pour prévenir toute future atteinte au fédéralisme. Un protectionnisme qui se décline, par ailleurs, dans le monde du travail puisque les trois élus souhaitent mettre en place une préférence des résidents valaisans à l'emploi ou encore «donner la possibilité à l'agriculture valaisanne d'atteindre un haut degré d'autonomie alimen-

taire en préservant les bonnes terres cultivables».

Applaudis par une dizaine de sympathisants UDC (aucun PDC) qui étaient venus suivre la conférence de presse, les trois candidats d'Ensemble à droite ont réservé une bonne place aux préoccupations haut-valaisannes. Ils ont promis de tout mettre en œuvre pour que se réalise le projet d'hôpital unique du Haut-Valais à Brigue, celui d'une halle de freestyle dans cette même ville ou encore la création d'un centre nordique de sports de neige à Conches. Les trois candidats combattront aussi la propagation des grands prédateurs en Valais, thématique hautement sensible dans le haut du canton.

**Compenser la LAT**

Pour tous les Valaisans, Oskar Freysinger, Sigrid Fischer-Willa et Nicolas Voide ambitionnent de donner davantage de moyens aux routes et de s'investir pour négocier une compensation par le Confédération pour les pertes subies si la loi cantonale d'application de la LAT devait être acceptée. ●

**VOTATIONS FÉDÉRALES**

## Le oui à la naturalisation facilitée convainc. Sauf l'UDC



Viola Amherd, Mathias Reynard, Géraldine Marchand-Balet, Blaise Carron et Philippe Nantermod tous rassemblés autour du oui. LE NOUVELLISTE

«On parle ici d'une troisième génération, donc de jeunes qui sont tout aussi suisses que nous, dont les grands-parents ont immigré ici.» Ces mots, qui viennent du socialiste Mathias Reynard, auraient aussi bien pu être prononcés par un membre du PDC ou du PLR. «La situation est suffisamment rare pour être relevée. Tous les partis, sauf l'UDC, s'accordent à dire qu'il faut abaisser les obstacles posés à leur naturalisation», explique Blaise Carron, représentant de l'Union syndicale valaisanne, (USVs) qui s'étonne presque de constater à ses côtés la présence de quatre conseillers nationaux, rassemblés hier matin à Sion en vue des votations du 12 février prochain sur la naturalisation facilitée des étrangers de troisième génération. «Sans oublier le Parlement valaisan au sein duquel un très large consensus s'est développé», se réjouit Viola Amherd. Les soutiens dépassent même la sphère politique. Mgr Lovey a annoncé soutenir le texte et y voit un moyen de «renforcer la cohésion sociale».

**Les détails**

Cet arrêté fédéral a pour objectif de faciliter la naturalisation des jeunes étrangers de troisième génération. Il s'agit d'une simplification de la procédure, non d'une acquisition automatique de la nationalité suisse. Le candidat à la naturalisation devra déposer une demande et remplir, comme aujourd'hui, une série de conditions. «Il doit être âgé de moins de 25 ans, être né en Suisse, y avoir suivi au moins cinq ans de scolarité et posséder une autorisation de séjour ou d'établissement. De plus, l'un de ses parents

doit avoir séjourné en Suisse pendant au moins dix ans et y avoir été à l'école durant cinq ans au minimum», détaille la conseillère nationale Géraldine Marchand-Balet.

Le 26 septembre 2004, la votation sur la naturalisation automatique des ressortissants de la troisième génération s'était soldée par un échec avec le non de 14 cantons et de 5 demi-cantons ainsi que de 51,6% de la population. Les prochaines votations prendront une importance toute particulière en Valais, considéré comme un «swing state» (un état charnière) pour avoir plébiscité le non de justesse en 2004. «L'USV a investi plus de 20 000 francs dans la campagne, une somme importante pour nous, précise Blaise Carron. Afin de toucher toute la population ainsi que les minorités concernées, nous allons passer beaucoup de temps dans la rue pour distribuer des tracts.»

**La balle dans le pied de l'UDC**

Unique défenseur du non, l'UDC craint un mouvement de naturalisation incontrôlable et y voit une menace à l'identité suisse. Elle dénonce un risque de surpopulation étrangère et une augmentation dangereuse du nombre de musulmans. Une aberration pour le libéral-radical Philippe Nantermod qui hésite entre le rire et la consternation. «L'UDC se tire une balle dans le pied avec sa campagne présentant une femme voilée. Une personne qui fait porter la burka à son épouse n'entrerait pas dans les critères de naturalisation facilitée. Il ne le pourrait simplement pas.» ●

JULIEN ROBYR

PUBLICITÉ

**Journées Dacia**  
Du 19 au 21 janvier chez nous.

4 roues d'hiver offertes

Découvrez la toute Nouvelle Dacia Sandero ainsi que d'autres nouveautés

Venez nous rendre visite dans tout le réseau du Valais et du Chablais lors de nos journées portes ouvertes du 19 au 21 janvier 2017 !

Plus d'infos sur [www.garagedunord.ch](http://www.garagedunord.ch)